**CONVENTION POUR LA SAUVEGARDE DU**
**PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL**

**COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL DE SAUVEGARDE**
**DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL**

**Onzième session**

**Addis-Abeba, Éthiopie**

**28 novembre – 2 décembre 2016**

**Point 12 de l’ordre du jour provisoire :**

**Nombre de dossiers soumis pour le cycle 2017 et**
**nombre de dossiers pouvant être traités pour les cycles 2018 et 2019**

|  |
| --- |
| **Résumé**Conformément au paragraphe 33 des Directives opérationnelles, il appartient au Comité de déterminer deux ans à l’avance, selon les ressources disponibles et ses capacités, le nombre de candidatures à la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente et à la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l’humanité, de propositions au registre des meilleures pratiques de sauvegarde et de demandes d’assistance internationale supérieures à 100 000 dollars des États-Unis qui pourront être traitées au cours des deux cycles suivants. À cet effet, le présent document informe le Comité de la répartition des dossiers soumis pour le cycle 2017 et donne un aperçu du nombre prévisionnel de dossiers relatifs à d’autres mécanismes que le Comité examinera en 2018 et en 2019 en comparaison des années précédentes.**Décision requise :** paragraphe 16 |

1. Le paragraphe 33 des Directives opérationnelles indique que « le Comité détermine deux ans à l’avance, selon les ressources disponibles et ses capacités, le nombre de dossiers qui pourront être traités au cours des deux cycles suivants. Ce plafond s’applique à l’ensemble des dossiers constitué par les candidatures à la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente et à la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l’humanité, les propositions de programmes, projets et activités reflétant le mieux les principes et objectifs de la Convention et les demandes d’assistance internationale supérieures à 100 000 dollars des États-Unis. » Le Comité est donc invité à déterminer le nombre de dossiers qui peuvent être traités au cours des deux prochains cycles, à savoir les cycles 2018 et 2019.
2. Le Comité, par sa [décision 10.COM 13](http://www.unesco.org/culture/ich/fr/Decisions/10.COM/13), fixe un plafond de 50 dossiers par cycle pour les cycles 2017 et 2018 et décide en outre « qu’au moins un dossier par État soumissionnaire doit être traité au cours de la période de deux ans 2017-2018, dans la limite du nombre convenu de candidatures par biennium ». Il invité également les États parties « à tenir compte de [cette] décision lors de la soumission de dossiers pour les cycles 2017 et 2018 » et demande au Secrétariat de « lui rendre compte du nombre de dossiers soumis pour le cycle 2017, et de son expérience dans l’application des Directives opérationnelles et de [cette] décision à sa onzième session ».

**Rapport concernant le cycle 2017**

1. À la date limite du 31 mars 2016, le Secrétariat avait reçu 42 nouveaux dossiers (quatre multinationaux et 38 nationaux), en plus des 132 dossiers soumis lors de cycles antérieurs (aussi appelés les « dossiers en attente ») qui n’avaient pas encore pu être traités en raison des capacités limitées du Comité, de ses organes et du Secrétariat. Par sa [décision 10.COM 13](http://www.unesco.org/culture/ich/fr/Decisions/10.COM/13), le Comité encourage « les États parties à retirer, auprès du Secrétariat, les dossiers soumis il y a quatre ans ou plus et qui n’auraient pas été examinés par le Comité, en raison du nombre limité de dossiers qui peuvent être traités au cours d’un cycle ». Suite à cette décision, en 2016, un pays a retiré six dossiers qui étaient en attente.
2. Afin de déterminer les 50 dossiers qui seraient traités pour le cycle 2017 parmi les 174 dossiers recevables, le Secrétariat a appliqué les décisions du Comité ainsi que l’ordre de priorité défini au paragraphe 34 des Directives opérationnelles, comme indiqué dans l’annexe au présent document. La liste des dossiers à traiter pour le cycle 2017 figure également sur une [page dédiée](http://www.unesco.org/culture/ich/fr/etats-soumissionnaires-et-priorites-00860) du site Web de la Convention.
3. Tout d’abord, en application de la [décision 9.COM 12](http://www.unesco.org/culture/ich/fr/decisions/9.COM/12) du Comité de traiter au moins un dossier par État soumissionnaire au cours des deux cycles 2016 et 2017, les 11 premiers dossiers classés en priorité (0) proviennent d’États soumissionnaires dont aucun dossier national n’a pu être traité en 2016.
4. Ensuite, les dossiers sont classés en fonction des critères de priorité indiqués au paragraphe 34 des Directives opérationnelles. Les dossiers classés en (i) proviennent d’États soumissionnaires qui n’ont aucun élément inscrit sur les listes, aucune meilleure pratique sélectionnée et aucune demande d’assistance internationale supérieure à 100 000 dollars des États-Unis approuvée et qui ont présenté quatre candidatures à la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente (dont un dossier multinational).
5. Les trois autres dossiers multinationaux relèvent de la priorité (ii). L’application de la [décision 10.COM 13](http://www.unesco.org/culture/ich/fr/Decisions/10.COM/13) ainsi que des priorités (i) et (ii) du paragraphe 34 des Directives opérationnelles a donc permis de remplir 26 des 50 places vacantes.
6. La priorité (iii) a été ensuite accordée aux dossiers restants, dans l’ordre croissant du nombre d’éléments précédemment inscrits, de meilleures pratiques de sauvegarde sélectionnées ou de demandes d’assistance internationale approuvées, en comparaison avec les autres États soumissionnaires. Exerçant une certaine flexibilité, comme cela lui a été demandé dans la [décision 10.COM 13](http://www.unesco.org/culture/ich/fr/Decisions/10.COM/13)[[1]](#footnote-1), le Secrétariat a inclus deux dossiers ayant le même niveau de priorité (dix dossiers déjà inscrits, sélectionnés ou approuvés) et a traité au total 51 dossiers, pour le cycle 2017, soumis par 51 États parties.
7. De plus, le Secrétariat a reçu en octobre 2015 une lettre de la Commission nationale du Viet Nam dans laquelle le pays exprimait son souhait de transférer « Le chant Xoan de la Province de Phú Thọ (Viet Nam) » de la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente (inscrit en 2011) à la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l’humanité. Le Comité a étudié cette demande à sa dixième session et a décidé qu’il pourrait exceptionnellement examiner à sa douzième session, en 2017, le rapport du Viet Nam sur l’état de cet élément ainsi qu’une nouvelle candidature du même élément pour sa possible inscription sur la Liste représentative, au-dessus du plafond global adopté pour le cycle 2017 ([décision 10.COM 19](http://www.unesco.org/culture/ich/fr/Decisions/10.COM/19)). Par conséquent, le Secrétariat a traité au total 52 dossiers pour le cycle 2017, soumis par 51 États parties.
8. Étant donné qu’aucun des dossiers soumis par cinq États ayant au moins onze inscriptions, sélections ou approbations préalables n’a pu être traité au cours du cycle 2017, conformément à la [décision 10.COM 13](http://www.unesco.org/culture/ich/fr/Decisions/10.COM/13), ces États ont été informés que leurs dossiers seraient examinés en priorité au cours du cycle 2018.

**Nombre de dossiers pour les cycles 2018 et 2019**

1. Comme c’était le cas dans les cycles précédents, le Comité ne peut prévoir la répartition des dossiers entre les deux listes, le registre des meilleures pratiques de sauvegarde et l’assistance internationale pour les cycles postérieurs à 2017. Il est donc appelé à confirmer le nombre global de dossiers à traiter. Il souhaitera peut-être également tenir compte du nombre prévisionnel de dossiers qu’il examinera chaque année pour d’autres processus, tels que les rapports périodiques des États parties sur la mise en œuvre de la Convention et l’état des éléments inscrits sur la Liste représentative, ainsi que leurs rapports périodiques sur l’état d’éléments inscrits sur la Liste de sauvegarde urgente. En outre, les années impaires, le Comité examine les demandes d’accréditation d’organisations non gouvernementales ainsi que le renouvellement de ses relations avec les organisations non gouvernementales accréditées.
2. Conformément au paragraphe 33 des Directives opérationnelles, le Comité doit déterminer le nombre de dossiers selon les ressources disponibles et ses capacités. Depuis 2012, le calendrier du Comité prévoit au moins cinq jours pour examiner tous les points inscrits à l’ordre du jour. À la plupart de ses sessions (septième, huitième et dixième), des séances nocturnes ont été nécessaires pour traiter l’ensemble des points. De plus, à sa dixième session, le Comité a, pour la première fois, examiné et décidé du renouvellement ou non-renouvellement de ses relations avec 97 organisations non gouvernementales accréditées par l’Assemblée générale en 2010, conformément au paragraphe 94 des Directives opérationnelles. Cela signifie que le Comité devra examiner, en 2017, ses relations avec les organisations non gouvernementales accréditées en 2012 (59) et, en 2019, avec celles qui ont été accréditées (22) ou dont les relations ont été renouvelées (59) en 2014, ce qui représentera une charge de travail supplémentaire. Le Comité souhaitera peut-être également tenir compte du fait que d’autres affaires continueront à réclamer une attention croissante au cours de ses sessions.
3. Par ailleurs, le Comité pourra également tenir compte des capacités de l’Organe d’évaluation et des ressources financières qui lui sont attribuées pour mener à bien sa mission. Chacun des douze membres de l’Organe (six experts et six organisations non gouvernementales accréditées) évalue individuellement chaque dossier avant de procéder à une évaluation commune qui permet de parvenir à un consensus concernant chaque critère, pour chaque dossier. Chaque membre dispose ainsi de 10 semaines pour évaluer individuellement les 50 dossiers avant l’évaluation commune. Ce processus permet d’éviter les éventuels partis pris individuels et assure une représentation géographique équitable. L’expérience montre que, même si l’on allouait davantage de ressources financières à ce processus, le temps disponible au cours d’un cycle est à peine suffisant pour évaluer les cinquante dossiers.
4. Le Comité souhaitera peut-être tenir compte des « ressources disponibles ». Dans le contexte des contraintes financières auxquelles est confrontée l’Organisation, le Secrétariat de la Convention du patrimoine culturel immatériel est toujours en sous-effectif, tandis que les attentes des États ne cessent d’augmenter. Le Comité souhaitera peut-être également tenir compte du fait que, les années paires, le Secrétariat organise l’Assemblée générale des États parties à la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.
5. Par conséquent, le Comité souhaitera peut-être reconfirmer le nombre de dossiers à traiter durant le cycle 2018 et fixer le même nombre de dossiers pour le cycle 2019, tout en continuant de respecter le principe d’un dossier par État soumissionnaire pendant chaque période de deux ans. Il pourrait également renouveler sa demande que le Secrétariat exerce une certaine flexibilité dans l’application de ces limites, afin d’offrir une plus grande équité entre États soumissionnaires bénéficiant du même degré de priorité.
6. Le Comité souhaitera peut-être adopter la décision suivante :

PROJET DE DECISION 11.COM 12

Le Comité,

1. Ayant examiné le document ITH/16/11.COM/12,
2. Rappelant les paragraphes 33 et 34 des Directives opérationnelles ainsi que ses [décisions 10.COM 13](http://www.unesco.org/culture/ich/fr/decisions/10.COM/13) et [10.COM 19](http://www.unesco.org/culture/ich/fr/Decisions/10.COM/19),
3. Prenant note que le nombre de dossiers traités pour le cycle 2017 est de 52, représentant 51 États soumissionnaires,
4. Considérant que ses capacités d’examiner les dossiers au cours d’une session restent limitées, de même que les capacités et les ressources humaines du Secrétariat,
5. Considérant par ailleurs que la composition et les méthodes de travail de l’Organe d’évaluation sont destinées à assurer une représentation géographique équitable pour l’évaluation des différents critères de chaque dossier,
6. Réaffirme que les États parties qui ont soumis des dossiers ne pouvant être traités au cours du cycle 2017 verront leurs dossiers examinés en priorité au cours du cycle 2018, suivant le principe d’un dossier par État soumissionnaire au cours de la période de deux ans ([décisions 10.COM 13](http://www.unesco.org/culture/ich/fr/decisions/10.COM/13) et [9.COM 12](http://www.unesco.org/culture/ich/fr/decisions/9.COM/12)) ;
7. Décide qu’au cours des cycles 2018 et 2019, le nombre de candidatures à la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente et à la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l’humanité, de propositions de programmes, projets et activités reflétant le mieux les principes et objectifs de la Convention et de demandes d’assistance internationale supérieures à 100 000 dollars des États-Unis qui peuvent être traitées est fixé à 50 par cycle ;
8. Décide également qu’au moins un dossier par État soumissionnaire doit être traité au cours de la période 2018-2019, dans la limite du nombre convenu de candidatures par biennium, conformément au paragraphe 34 des Directives opérationnelles ;
9. Décide en outre que le Secrétariat pourra exercer une certaine flexibilité, si cela permet une plus grande équité entre les États soumissionnaires ayant le même niveau de priorité en vertu du paragraphe 34 des Directives opérationnelles ;
10. Invite les États parties à tenir compte de la présente décision lors de la soumission de dossiers pour les cycles 2018 et 2019 ;
11. Encourage les États parties, comme il l’a fait dans sa [décision 10.COM 13,](http://www.unesco.org/culture/ich/fr/Decisions/10.COM/13) à retirer auprès du Secrétariat les dossiers soumis en 2012 ou avant et qui n’ont pas été examinés par le Comité en raison du nombre limité de dossiers pouvant être traités au cours d’un cycle, afin qu’ils puissent être mis à jour pour un prochain cycle, notamment à la lumière des exigences techniques adoptées par le Comité et de toute autre considération pertinente ;
12. Demande au Secrétariat de lui rendre compte du nombre de dossiers soumis pour le cycle 2018, et de son expérience dans l’application des Directives opérationnelles et de la présente décision à sa douzième session.

ANNEXE : Répartition des dossiers pour le cycle 2017

Les dossiers pour le cycle 2017 sont présentés ci-dessous dans l’ordre de priorité en fonction des critères indiqués aux paragraphes 3 à 9 ci-dessus:

| **Pays** | **Dossiers soumis** | **Niveau de priorité** |
| --- | --- | --- |
| **1** | Algérie | RL | Les savoirs et savoir-faire liés à la distillation de l’eau de rose et de l’eau de fleur de bigaradier par les citadines de Constantine, dit Teqtar (01192) | (0) un dossier pour 2016-2017 |
| **2** | Arménie | RL | Kochari, traditional group dance (01295) | (0) un dossier pour 2016-2017 |
| **3** | Azerbaïdjan | RL | Dolma making and sharing tradition, a maker of cultural identity (01188) | (0) un dossier pour 2016-2017 |
| **4** | Bolivie (État plurinational de) | RL | Parcours rituels dans la ville de La Paz pendant l’Alasita (01182) | (0) un dossier pour 2016-2017 |
| **5** | Colombie | IAR+100 | Mon héritage, mon pays - stratégie de renforcement des capacités de gestion sociale du patrimoine culturel immatériel du Système national de la culture en Colombie (01211) | (0) un dossier pour 2016-2017 |
| **6** | Indonésie | RL | Pinisi, art of boatbuilding in South Sulawesi (01197) | (0) un dossier pour 2016-2017 |
| **7** | Iran (République islamique d’) | RL | Chogān, a horse-riding game accompanied by music and storytelling (01282) | (0) un dossier pour 2016-2017 |
| **8** | Italie | RL | Art of Napolitan ‘Pizzaiuolo’ (00722) | (0) un dossier pour 2016-2017 |
| **9** | Mongolie | USL | Mongolian traditional practices of worshipping the sacred sites (00871) | (0) un dossier pour 2016-2017 |
| **10** | Maroc | USL | La Taskiwin, danse martiale du Haut-Atlas occidental (01256) | (0) un dossier pour 2016-2017 |
| **11** | Pérou | RL | Traditional system of Corongo’s water judges (01155) | (0) un dossier pour 2016-2017 |
| **12** | Allemagne | RL | Organ craftsmanship and music (01277) | (i) pas d’élément inscrit |
| **13** | Irlande | RL | Uilleann piping (01264) | (i) pas d’élément inscrit |
| **14** | République Démocratique populaire lao | RL | Musique du khène du peuple lao (01296) | (i) pas d’élément inscrit |
| **15** | Pays-Bas | RL | Craft of the miller operating windmills and watermills (01265) | (i) pas d’élément inscrit |
| **16** | Panama | RL | Artisanal processes and plant fibres techniques for talcos, crinejasand pintas weaving of the pinta’o hat (01272) | (i) pas d’élément inscrit |
| **17** | Slovénie | RL | Door-to-door rounds of Kurenti (01278) | (i) pas d’élément inscrit |
| **18** | Suisse | RL | Carnaval de Bâle (01262) | (i) pas d’élément inscrit |
| **19** | Tadjikistan | RL | Falak (01193) | (i) pas d’élément inscrit |
| **20** | Botswana | USL | Dikopelo folk music of Bakgatlaba Kgafela in Kgatleng District (01290) | (i) candidature pour la LSU |
| **21** | Colombie; Venezuela (République bolivarienne du) | USL | Colombian-Venezuelan llano worksongs (01285) | (i) candidature pour la LSU |
| **22** | Turquie | USL | Whistled language (00658) | (i) candidature pour la LSU |
| **23** | Émirats arabes unis | USL | Al Azi, the art of performing praise, pride and fortitude poetry (01268) | (i) candidature pour la LSU |
| **24** | Azerbaïdjan; Iran (République islamique d’) | RL | Crafting and playing with Kamantcheh/Kamancha, a bowed string musical instrument (01286) | (ii) candidature multinationale |
| **25** | Bulgarie; ex-République yougoslave de Macédoine; République de Moldova; Roumanie | RL | Cultural practices associated to the 1st of March (01287) | (ii) candidature multinationale |
| **26** | ex-République yougoslave de Macédoine; Turquie | RL | Spring celebration, Hıdrellez (01284) | (ii) candidature multinationale |
| **27** | Argentine | RL | Cuarteto. Music and dance, which originated in Córdoba, Argentina (01168) | (iii) 1 élément inscrit |
| **28** | Bosnie-Herzégovine | RL | Konjic woodcarving (01288) | (iii) 1 élément inscrit |
| **29** | Côte d’Ivoire | RL | Le Zaouli, musique et danse populaires des communautés gouro de Côte d’Ivoire (01255) | (iii) 1 élément inscrit |
| **30** | Cuba | RL | Punto (01297) | (iii) 1 élément inscrit |
| **31** | Égypte | BSP | Documenting, preserving, training and promoting the Egyptian intangible heritage of the art and crafts of Tally in Upper Egypt (00963) | (iii) 1 élément inscrit |
| **32** | Kazakhstan | RL | Kazakh traditional Assyk games (01086) | (iii) 1 élément inscrit |
| **33** | Arabie saoudite | RL | Al-Qatt Al-Asiri, a female traditional interior wall decoration in Asir, Saudi Arabia (01261) | (iii) 1 élément inscrit |
| **34** | Serbie | RL | Kolo, traditional folk dance (01270) | (iii) 1 élément inscrit |
| **35** | Turkménistan | RL | Kushtdepdi rite of singing and dancing (01259) | (iii) 1 élément inscrit |
| **36** | Zambie | IAR+100 | Strengthen the capacity for the safeguarding and management of intangible cultural heritage in Zambia (01281) | (iii) 1 élément inscrit |
| **37** | Bangladesh | RL | Traditional art of Shital Pati weaving (01112) | (iii) 2 éléments inscrits |
| **38** | Grèce | RL | Rebetiko (01291) | (iii) 2 éléments inscrits |
| **39** | Nigéria | RL | Ijala, Yoruba oral poetry (00682) | (iii) 2 éléments inscrits |
| **40** | Kenya | IAR+25 | Promoting the safeguarding of intangible cultural heritage in learning institutions in Kenya (00880) | (iii) 3 elements inscribed |
| **41** | Kirghizistan | RL | Kok boru, traditional horse game (01294) | (iii) 3 éléments inscrits |
| **42** | Malawi | RL | Nsima, culinary tradition of Malawi (01292) | (iii) 3 éléments inscrits |
| **43** | Maurice | RL | Sega tambour of Rodrigues Island (01257) | (iii) 3 éléments inscrits |
| **44** | Portugal | RL | Craftmanship of Estremoz clay figures (01279) | (iii) 3 éléments inscrits |
| **45** | Slovaquie | RL | Multipart singing of Horehronie (01266) | (iii) 3 éléments inscrits |
| **46** | Ouzbékistan | BSP | Margilan Crafts Development Centre, safeguarding of the atlas and adras making traditional technologies (01254) | (iii) 3 éléments inscrits |
| **47** | Bulgarie | BSP | The Bulgarian Chitalishte (Community Cultural Centre): Practical experience in safeguarding the vitality of the Intangible Cultural Heritage (00969) | (iii) 4 éléments inscrits |
| **48** | Ouganda | IAR+100 | Community-self documentation and revitalization of ceremonies and practices associated with Empaako naming system in Uganda (01210) | (iii) 6 éléments inscrits |
| **49** | Viet Nam | RL | The art of BàiChòi in Central Viet Nam (01222), | (iii) 9 éléments inscrits |
| **50** | Belgique | BSP | Remembrance education and safeguarding the Last Post Ceremony at the Menin Gate Memorial in Ypres, City of Peace (00875) | (iii) 10 éléments inscrits |
| **51** | Indie | RL | Kumbh Mela (01258) | (iii) 10 éléments inscrits |
|  |  |  | **Exceptional case** |  |
| **52** | Viet Nam | RL | Xoan singing of PhúThọ province, Viet Nam (01260) | [Décision 10.COM 19](http://www.unesco.org/culture/ich/fr/Decisions/10.COM/19) |
|  |  |  | **Priority States for the 2018 cycle** |  |
|  | France |  |  | 11 éléments inscrits |
|  | Espagne |  |  | 12 éléments inscrits |
|  | République de Corée |  |  | 16 éléments inscrits |
|  | Japon |  |  | 22 éléments inscrits |
|  | Chine |  |  | 37 éléments inscrits |

1. Paragraphe 8 de la décision 10.COM 13 qui énonce « […] le Secrétariat pourra exercer une certaine flexibilité, si cela permet une plus grande équité entre les États soumissionnaires ayant le même niveau de priorité en vertu du paragraphe 34 des Directives opérationnelles » [↑](#footnote-ref-1)